

au compte de stabilisation du revenu net et au régime universel avant mai 1992 ne peuvent plus s'y inscrire.

● (1420)

**Le sénateur Murray:** Honorables sénateurs, je crois que le sénateur ne devrait pas ainsi rabaisser l'importance de ces programmes. Cette année, dans les Prairies, on prévoit que le régime d'assurance-récolte versera près de 500 millions de dollars en indemnités tandis que les paiements au titre du régime universel s'élèveront à environ 1,2 milliard de dollars. Si les récoltes continuent de se détériorer, les agriculteurs peuvent compter sur des majorations de ces paiements.

**Le sénateur Olson:** Honorables sénateurs, je n'ai pas voulu du tout diminuer l'importance de ces programmes. L'honorable ministre a la mauvaise habitude de donner des réponses qui n'ont aucun rapport avec les questions. J'ai demandé si l'intention du gouvernement était de recycler tous ces programmes auxquels il fallait s'inscrire en avril ou en mai dernier ou si le ministre voulait faire savoir aux agriculteurs que ces programmes existaient et qu'il n'y en aurait pas d'autre.

**Le sénateur Murray:** Honorables sénateurs, je faisais valoir qu'en raison de la prévoyance et de la coopération des gouvernements fédéral et provinciaux et des agriculteurs eux-mêmes, tous ces programmes étaient offerts aux agriculteurs pour amoindrir les effets du mauvais temps. C'est ce que j'ai dit.

**Le sénateur Olson:** Bravo, mais il reste qu'il faut s'inscrire à ces programmes au moment où ils sont offerts, en février, en mars ou peu après. Autrement dit il faut s'y inscrire avant les semailles. La situation est délicate.

**Le sénateur Barootes:** Vous ne pouvez pas souscrire une assurance-incendie après l'incendie. Il faut le faire avant.

**Le sénateur Olson:** Je comprends, mais apparemment, votre leader ne le comprend pas. C'est ce que j'essaie de dire. Il mentionne tous ces magnifiques programmes, sachant très bien qu'il fallait s'y inscrire le printemps dernier pour y être admissible. Je veux savoir si le but du leader du gouvernement était de faire savoir aux agriculteurs que le gouvernement estime qu'ils devaient s'inscrire le printemps dernier et que sinon, ils doivent s'arranger par leurs propres moyens.

**Le sénateur Murray:** Honorables sénateurs, il doit certainement y avoir un bon nombre d'agriculteurs qui s'inscrivent. Je viens de dire au sénateur que l'assurance-récolte verserait environ 500 millions de dollars aux bénéficiaires cette année et que les paiements du régime universel totaliseraient environ 1,2 milliard de dollars. Ces programmes sont très populaires. J'ai mentionné la prévoyance des agriculteurs et l'esprit de coopération des différents paliers de gouvernement.

**Le sénateur Olson:** Je n'irai pas plus loin là-dessus pour l'instant. Il est évident que le ministre ne veut même pas reconnaître qu'il a compris ma question. J'y reviendrai plus tard ou demain.

## LA CONSTITUTION

### L'INTERPRÉTATION ET L'IMPORTANCE DES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'honorable John B. Stewart:** Honorables sénateurs, avant de poser ma question, j'aimerais vous lire quelques lignes d'un article de journal. Je cite le *Globe and Mail*

d'aujourd'hui, dans lequel Graham Fraser rapporte que M. Mulroney a semé la confusion quant à l'interprétation qui sera faite des résultats du référendum. On y lit donc ce qui suit:

En matinée, il a mentionné que le président français François Mitterrand avait reconnu comme légitime un vote de 50,7 p. 100 en faveur de la ratification du Traité de Maastricht. À la fin de la journée, il a finalement précisé qu'il faudrait un vote majoritaire dans chacune des provinces pour que leur assemblée législative ratifie l'accord.

Je voudrais donc que le ministre me dise s'il existe une entente verbale ou écrite, quelle qu'elle soit, entre les premiers ministres quant à l'importance de la majorité dans chacune des provinces. Par exemple, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse serait-il tenu, en vertu d'une telle entente, de faire approuver le consensus de Charlottetown par l'assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, si, le 26 octobre 1992, le «oui» l'emportait de justesse dans cette province?

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement):** Honorables sénateurs, un vote majoritaire de la population, que ce soit à l'échelle d'une province ou à l'échelle du pays, même si elle n'était que de 50 p. 100 plus une voix, n'est pas négligeable. En un mot, la réponse à la question de l'honorable sénateur est non.

**Le sénateur Stewart:** Comme préambule à ma prochaine question, je voudrais citer un article qui a paru dans le *Chronicle-Herald* du 12 septembre. L'auteur n'est nul autre que le professeur Duncan Fraser:

**Le sénateur Barootes:** Où trouve-t-on le *Chronicle-Herald*?

**Le sénateur Stewart:** Demandez à votre collègue, le sénateur Buchanan.

**Le sénateur Barootes:** À Londres. Voilà.

**Le sénateur Stewart:** Ce serait bon que le sénateur Barootes amène le sénateur Buchanan lui faire visiter la Nouvelle-Écosse.

Le professeur Fraser affirme que le référendum n'engage à rien. Il dit également:

Il est bon que l'enjeu doive être soumis aux assemblées provinciales. Celles-ci auraient tort d'aller à l'encontre de l'opinion politique exprimée par une procédure valide. L'opinion exprimée ne saurait cependant être valable que si la population comprend clairement tous les enjeux, ce qui ne peut être vérifié qu'au moyen d'une étude du texte juridique promis dans le cadre d'audiences publiques exhaustives.

Le professeur Fraser poursuit en signalant, avec raison, que cette sage décision n'a pas été prise en Nouvelle-Écosse avant l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, et que les conséquences de cette lacune se sont fait sentir pendant de nombreuses années.

Supposons que la population vote oui le 26 octobre. Les premiers ministres se sont-ils entendus, verbalement ou par écrit, sur la façon dont les assemblées provinciales régleront définitivement les modifications constitutionnelles selon le consensus de Charlottetown?

**Le sénateur Murray:** Honorables sénateurs, pour être clair, je n'ai pas entendu parler d'une telle entente.